

Invitation de l'Elysée avant le G20

Bernard Thibault répond à Nicolas Sarkozy

*mardi, 25 octobre 2011 | Frédéric Dayan***Déclaration de Bernard Thibault, Secrétaire général de la CGT**

Le G20 qui se déroulera à Cannes les 3 et 4 novembre prochains sous présidence française, se tiendra au plus fort d'une nouvelle étape de dégradation des indicateurs économiques et sociaux. Comme nous le répétons depuis l'automne 2008, il ne peut y avoir de sortie de crise sans politique de relance fondée sur les salaires et l'emploi, sans activer et renforcer les systèmes de protection sociale.

Au lieu de ces choix, la plupart des gouvernements européens et l'Union Européenne elle-même se sont engagés dans de violentes politiques de rigueur et d'austérité visant à réduire à marche forcée les déficits, en gageant les systèmes nationaux de solidarité et en dérégulant leurs services publics. Dans de nombreux pays, la facture colossale générée par le sauvetage des banques est aujourd'hui adressée aux plus fragiles et aux plus pauvres tandis que les fauteurs de crise sont largement épargnés. A la veille d'un G20 qui placera de nouveau le soutien au secteur bancaire et financier au cœur de ses préoccupations, on mesure les dégâts sociaux de telles options et l'inefficacité de mesures qui au lieu de juguler la crise, l'ont aggravée.

Pour tenter de compenser la faiblesse prévisible des engagements sociaux qui résulteront du G20, au regard des revendications syndicales et des exigences des peuples, le Président de la république va mettre les petits plats dans les grands pour les syndicats du G20 qu'il invite à déjeuner le 2 novembre, la veille du sommet des chefs d'état.

L'insistance mise par les services de l'Elysée à la présence des premiers dirigeants syndicaux français dans une délégation mondiale atteste de la volonté d'instrumentaliser par l'image un soi disant dialogue social inexistant dans la conduite de sa politique nationale.

Je ne me prêterai pas à cet exercice en laissant à la délégation syndicale de la CSI le soin de porter les revendications communes à l'ensemble du mouvement syndical international et que nous partageons. Pour la CGT, les questions sociales dans le cadre du G20 ne peuvent être traitées dans le cadre d'une confrontation franco-française.

Montreuil, le 25 octobre 2011

**texte en pdf**